

L'exception ibérique progressiste : quelles en sont les composantes ?

Martine Boudet

L'investiture aux Cortés d'une nouvelle coalition des gauches et d'organisations territoriales nationalistes a eu lieu le 15 novembre 2023. Cette actualité incite à décrypter et à médiatiser ce qui est communément appelé « l'exception ibérique progressiste ».

L'actualité électorale européenne, qui se traduit par une lame de fond réactionnaire et xénophobe, impacte de nombreux pays, les derniers en date étant la Suède, l'Italie et la Finlande. La ligne rouge est franchie avec l'accession au pouvoir de partis de droites extrêmes voire d'extrême droite. La France, dont la présidence de Macron met déjà en application partie de leur politique autoritaire et anti-sociale, risque de basculer lors des prochains scrutins. L'Espagne, gouvernée par une équipe de diverses gauches, n'a pas été épargnée le 28 mai dernier, les élections locales et territoriales se concluant sur la conquête par les droites de nombreuses communautés autonomes et de mairies. A l'occasion des élections générales du 26 juillet, le rééquilibrage à gauche et la sanction du parti d'extrême droite reposent les termes du débat : quelles spécificités nationales expliquent cette résistance à l'air mauvais du temps ? Quel rôle jouent les communautés autonomes dans cet ordre d'idées, dont Catalogne et *Euskadi*, les plus dynamiques au plan identitaire ?

La guerre d'Espagne et ses suites

Le compromis historique qui a prévalu lors de la négociation de la Constitution post-franquiste de 1978 porte sur les éléments suivants : instauration d'une part d'une monarchie constitutionnelle qui préserve l'unité de l'Espagne et qui respecte le régime parlementaire ainsi que les libertés publiques, et d'autre part constitution de communautés autonomes représentant les différents peuples de l'Etat, dotées de larges pouvoirs décisionnels et dont des élus siègent aux Cortés. Cette dynamique démocratique, qui a mis à bas en grande partie l'édifice franquiste, résulte de la vitalité d'un peuple dont la tradition combattante s'est forgée pendant la guerre d'Espagne et pendant quarante années de dictature isolée et sans partage, et qui se nourrit de la diversité de ses territoires, langues et cultures. Parmi d'autres, le progressisme social de la Catalogne et d'*Euskadi*, comme contre-pouvoirs territoriaux, a été moteur dans cette perspective.

Les lois de mémoire historique (promulguée en 2007) et démocratique (en 2022) permettent désormais la reconnaissance des victimes républicaines de la guerre d'Espagne et la promotion de leur mémoire collective et individuelle. Des actes significatifs ont été posés : l'inclusion dans les programmes scolaires de l'enseignement de l'histoire républicaine à différents degrés d'études, l'attribution de subventions aux associations spécialisées dans les exhumations de fosses communes¹, le délogement de dépouilles de responsables fascistes, dont le général Franco, du *Valle de los Caidos*, la constitution d'un panthéon virtuel des personnalités victimes dont Manuel Azana, président de la République mort en exil à Montauban et Lluís Companys président de la *Generalitat* de Catalogne assassiné, l'institution d'une date commune de commémoration en Espagne, soit le 8 mai, dans la perspective également de souligner la forte contribution des résistants et guerilleros à la libération de la France et de l'Europe du joug nazi, le don de la nationalité espagnole aux enfants et petits-enfants d'exilés, ainsi qu'aux membres des Brigades internationales et à leurs descendants qui le demandent...

Cette histoire commune scelle un pacte démocratique d'envergure, qu'il reste à faire mieux connaître des deux côtés des Pyrénées et dans le cadre de l'Union européenne. Les camps de concentration et autres lieux et chemins d'exil, qui jalonnent les territoires catalan et occitan, constituent des « lieux de mémoire » comme l'écrit l'historien Pierre Nora, un patrimoine universel érigé dans le fer et le sang². L'objectif de leur reconnaissance est d'autant plus important à réaliser que

¹ Voir le dernier film de Pedro Amodovar, *Madres paralelas* (2022)

² Pour exemple, à Collioure, où est enterré Antonio Machado, le château royal était un camp disciplinaire pour les responsables et militants de gauche considérés comme indésirables par le gouvernement d'Edouard

les droites espagnoles avaient programmé comme première mesure, en cas de victoire au plan national, l'abrogation de la législation mémorielle, au motif que celle-ci « diviserait » le pays. Parmi les pistes, dans les régions concernées, il serait mobilisateur de baliser avec une signalétique routière, le parcours de la *Retirada* (exil républicain espagnol) et de candidater pour faire partie des itinéraires culturels du Conseil de l'Europe, en lien avec le Mémorial de la Junquera et avec les autorités espagnoles compétentes.

Acquis de la démocratie sociale

Fort d'une tradition de luttes ouvrières -comme aux Asturies dont la révolution de 1934 précéda le Front populaire-, et libertaires, le dynamisme du peuple espagnol s'est manifesté dans la dernière période par le mouvement dit du 15 mai (15 M)³ et par un municipalisme volontariste. Né notamment sur la place centrale de Madrid (*Puerta del Sol*) en 2011, pour sortir d'un bipartisme rigide, pour promouvoir la démocratie participative et apporter des réponses aux urgences sociales nées de la crise financière de 2008, il s'est institutionnalisé avec la création de l'organisation *Podemos*, animée entre autres par Pablo Iglesias et Irène Montero. Cela dans un contexte international alors plus favorable aux mouvements citoyens, ceux des Indignés en France (Stéphane Hessel), de *Syriza* (Aléxis Tsípras) en Grèce...et avec des succès remarquables tels que l'accession d'Ada Colau à la mairie de Barcelone (de 2015 à 2023) et de Manuela Carmena à celle de Madrid (de 2015 à 2019), et la gestion d'autres villes comme Valence, Saragosse, La Corogne, Cadix. *Unidas Podemos*, qui inclut le PCE, a fait partie des équipes gouvernementales dirigées par le socialiste Pedro Sanchez. Une nouvelle organisation lui succède pour les élections de 2023, *Sumar*, animée par la ministre du Travail Yolanda Diaz, fruit d'un pacte entre diverses organisations qui se situent à la gauche du PSOE. L'ensemble revendique un bilan national honorable au regard des crises traversées, au moment de la pandémie et maintenant du fait de la guerre en Ukraine.

En Catalogne et surtout à Barcelone, pour contribuer à résorber la spéculation immobilière et la crise du logement, des réquisitions d'appartements vides sont en vigueur. Le développement du logement social, des coopératives d'habitat, de l'économie sociale, un plan quartiers font partie du programme de la cité comtale.

Au Pays basque, un modèle d'entreprise né il y a un demi-siècle s'inspire de la tradition communautaire et catholique ; il s'agit des coopératives de Mondragon, modèle alternatif aux entreprises capitalistes, même s'il a du mal à survivre dans la dernière période, néo-libérale. Plus grande coopérative ouvrière au monde, premier groupe industriel basque (près de 30 000 travailleurs associés dans cette région) et septième en Espagne, cette corporation est un exemple réussi d'économie sociale.

En Andalousie, Marinaleda est un village autogéré par ses habitants depuis 1979, lorsque les habitants décident d'occuper les terres voisines appartenant au duc de *l'infantado*. Pendant 12 ans, ils vont lutter jusqu'à ce que 1200 hectares leur soit cédés. La démocratie participative directe est instaurée, et les décisions sont votées en assemblée.

Si d'autres projets volontaristes de réforme se confrontent aux dures lois du marché néo-libéral, les causes sociétales ont, elles, beaucoup gagné. Entre autres, la lutte contre la violence machiste et en faveur des droits des femmes : le gouvernement de José-Luis Zapatero est l'un des premiers en Europe à avoir institué la parité au niveau de l'équipe dirigeante. La victoire historique de l'équipe féminine au mondial de football en août 2023 a été suivie d'une autre, anti-machiste, avec le limogeage du président de la fédération espagnole, pour agression sexuelle.

Daladier. Il a fallu une campagne d'opinion pour alerter sur leurs conditions de vie proches du bagne, et pour les faire libérer.

³ Le mouvement a commencé par un appel à manifester pacifiquement dans 58 villes le 15 mai 2011, afin de revendiquer un changement dans la politique espagnole. Les manifestants considéraient que les partis politiques les représentaient peu et prenaient peu de mesures en leur faveur. Les expulsions de locataires surendettés ont été un facteur de cristallisation.

L'importance des communautés autonomes : cas d'Euskadi et de la Catalogne

La spécificité des organisations nationalistes dans le débat public se note d'abord par leur distance avec la monarchie bourbonienne, distance partagée par *Unidas Podemos* et maintenant *Sumar*. L'option républicaine a pris de l'ampleur, en réaction aux scandales et aux procès pour corruption aggravée, dont des membres de la famille royale, comme l'ex-roi Juan Carlos désormais quasiment déchu, font l'objet, après avoir vécu dans l'impunité.

A la différence de la France, les langues nationales maintiennent leur statut de langue d'usage. Dans les deux communautés phares, cette tradition de résistance séculaire se traduit politiquement par le peu de crédit accordé aux partis de droite centralistes: ils sont très minoritaires en voix et en sièges.

Langue officielle de l'État espagnol : le castillan (ou espagnol)

Langues ayant un statut co-officiel dans certaines communautés autonomes :

- le catalan (*català*) en Catalogne, dans les îles Baléares et dans la Communauté valencienne (*valencien*)
- le basque (*euskera*) dans la communauté autonome du Pays basque et dans une partie de la Navarre.
- le galicien (*galego*) en Galice et l'aragonais (*aranés*), dans le Val d'Aran

Langues non officielles, mais reconnues par la loi

- l'asturien ou léonais (*llionés, asturianu*) : statuts d'autonomie des Asturies et de Castille-et-León
- l'aragonais dans la partie Nord de l'Aragon
- le catalan dans la partie orientale de l'Aragon. Source : Wikipédia

Tour à tour, *Euskadi* et Catalogne ont été au cœur du débat intercommunautaire. Le Pays basque tout d'abord, du fait de la stratégie de lutte armée de l'ETA, dont l'ombre mortifère a plané pendant quatre décennies, de 1978 au 2 mai 2018, au motif initialement (il a été créé en 1959), de combattre la répression franquiste⁴. Le piège, un choc en retour dans ce cas, s'est refermé sur le gouvernement conservateur de José-Maria Aznar qui prétendait attribuer à l'ETA les attentats du 11 mars 2004 à Madrid. Alors qu'il s'agissait de représailles islamistes à l'égard de l'engagement espagnol dans la guerre illégitime et meurtrière menée en Irak. D'où une volte-face salutaire de l'électorat qui a sanctionné un mensonge d'Etat, et qui a obtenu l'arrêt des opérations militaires en Irak.

Quant à la Catalogne, le statut d'autonomie élargie négocié par le successeur socialiste à la Moncloa, José-Luis Zapatero, a été validé en 2006 par la majorité des élus et de l'opinion communautaire. L'engrenage de la division est né de son invalidation en grande partie par le Tribunal constitutionnel, reliquat du franquisme, en 2010. Avec l'appui du Parti populaire (PP) de Rajoy revenu au pouvoir entretemps et qui en faisait un objet de campagne virulent pour y rester, en dépit de ses affaires de corruption endémique. Depuis lors, avec la montée en puissance d'un courant indépendantiste réactionnel, représenté par les forces de l'ERC⁵ et de Junts, avec le *procés* (référendum d'autodétermination d'octobre 2017 et déclaration unilatérale d'indépendance), les relations entre la Communauté autonome et l'État se sont grippées. La crise se traduisant tant par une répression considérable des responsables indépendantistes de tous niveaux (peines de prison et financières ...) que par la progression de l'organisation d'extrême-droite Vox, dont les fondateurs sont issus du PP et sont nostalgiques de l'ère de « l'unité inaliénable » de l'Espagne.

⁴ Jorge Semprun, ancien ministre de la Culture dans le gouvernement de Felipe González, l'analyse comme un reliquat sectaire, né du traumatisme dictatorial. Voir son autobiographie militante, *Federico Sanchez vous salue* (1993).

Une réflexion est à mener également sur une tradition viriliste de militantisme, que la parité de genre instaurée en politique limite désormais, incitant à des stratégies plus pacifiques.

⁵ ERC : Esquerra republicana de Catalunya

L'exception culturelle ibérique, la complexité de sa gestion, réside en bonne part dans cet « étage de la fusée » que constituent les communautés autonomes et leur gestion des peuples, territoires, langues et cultures. Une difficulté réside dans l'existence d'un double mouvement indépendantiste depuis 2017, émanant par ailleurs des régions les plus riches du pays. Il s'agit là d'un cas unique, qui pose indéniablement un problème de mise en pratique. Une gestion en responsabilité, pour ne pas donner plus d'espace aux droites extrêmes, est retenue au terme des négociations avec l'exécutif madrilène. C'est grâce à l'abstention des élus de Bildu (*Euskal Herria Bildu*, en français : « Réunir le Pays basque » dirigé par Arnaldo Otegi) et de l'ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya* représenté par Gabriel Rufián), que le règne du PP a pu être clos en 2016. En 2023, du fait du resserrement en nombre de sièges de la majorité de gauche, c'est à l'organisation *Junts* (dont le leader Carles Puigdemont, président de la *Generalitat* en exil depuis 2017, est poursuivi par la justice espagnole) qu'il est revenu de décider des suites électorales à donner, des conditions d'un pacte acceptable pour les différentes parties en présence⁶.

L'électorat basque et catalan a fait son choix en faisant du PSOE l'organisation la plus votée dans les deux communautés⁷. Validant, semble-t-il, l'option d'un juste milieu, qui s'est concrétisée dans la dernière mandature de Pedro Sanchez par la libération des prisonniers politiques catalans et par l'abrogation du délit de sédition, au niveau du Tribunal suprême.

Les négociations menées entre les différentes composantes progressistes se sont conclues dans un premier temps par un accord sur une présidence parlementaire de médiation, en la personne de Francina Armengol, ex-présidente de la Communauté des Baléares, fervente catalaniste, et sur l'officialisation du plurilinguisme dans l'espace des Cortés et des institutions nationales. Etant à la présidence du Conseil de l'Union européenne, le gouvernement de Madrid a demandé le 19 septembre l'inclusion du catalan, du basque et du galicien dans la liste des langues de l'UE. *Sumar*, qui comprend trois composantes autonomistes, notamment valencienne et minorquine, et qu'a intégré l'ERC, se réjouit de la progression vers un État plurinational. Dans la même période, l'exécutif français voue un nouveau culte à sa « langue unique », avec l'inauguration de la cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts. Ces avancées espagnoles peuvent bénéficier à la cause des langues régionales de France, notamment les langues transfrontalières, le catalan et le basque. Quant au galicien, c'est une langue parlée au Portugal.

Dans un deuxième temps, les négociations pour maintenir une majorité progressiste stable et pérenne se sont conclues notamment par le vote d'une loi d'amnistie générale à l'égard des acteurs du procès catalan.

Étude comparative en guise de conclusion

L'avenir dira si le déblocage du conflit catalano-espagnol donne lieu à un débat, élargi aux différentes communautés, concernant l'avenir du pays : table-ronde intercommunautaire sur les moyens de financement et les prérogatives ? État plurinational ? Le traité de 2006 pourrait-il être remis en vigueur en Catalogne ?...

Il est à noter que l'autre pays de la péninsule ibérique, le Portugal, connaît de même une expérience pérenne depuis 2015, d'exercice du pouvoir par une union des gauches, sur une base sociale et classiste dans ce cas. D'où le renforcement des collaborations entre les deux pays. Il y a là un modèle méridional méconnu des médias dominants et à mieux prendre en compte pour parer à la lame de fond réactionnaire et aux cycles des confrontations violentes, à laquelle la France est directement confrontée. Pour mémoire, en six mois, trois crises se sont succédé : la crise des retraites (secteur social), les émeutes des quartiers populaires et multi-ethniques suite à une énième bavure policière et

⁶ A la différence de l'ERC, *Junts* n'a pas de base classiste affirmée et est identifiée plutôt à droite. Les deux organisations ont obtenu le même nombre d'élus aux Cortés en 2023 (7). Le PSOE et Sumar les ont aidés à constituer un groupe parlementaire.

⁷ A cette élection, Bildu dépasse en voix et en élus le PNB.

raciste mortelle, le rejet grandissant de l'armée française et du système néo-colonial dans les pays du Sahel, Mali, Burkina-Faso et Niger.

L'Espagne conserve des séquelles de l'ère franquiste, avec notamment le pouvoir judiciaire et une Église catholique lourdement impliquée dans la dictature et exclusive. Le Tribunal suprême, qui a lourdement réprimé le *procès* catalan de 2017, a tenté de s'opposer à l'objectif gouvernemental de retirer les restes de Franco du *Valle de los caídos* (« La vallée de ceux qui sont tombés »). Par ailleurs, un manifeste pro-Franco a été signé par plus de 1000 officiers, dont 70 anciens généraux et amiraux, soit environ un tiers du nombre total d'officiers généraux actifs dans les forces armées espagnoles.

Cela dit, une étude comparative fait apparaître que l'État français comporte davantage de paramètres autoritaires voire fascistes que l'État espagnol :

- Maintien d'une République, la 5^e du nom, de type présidentieliste, centralisé et jacobin, dans laquelle les régions n'ont qu'un pouvoir réglementaire à la différence des Communautés autonomes espagnoles (pouvoir législatif, décisionnel), ces dernières évoluant par ailleurs dans le cadre d'un régime parlementaire⁸.

- A la différence de l'Espagne où elles maintiennent un statut d'usage, les langues dites régionales, à l'exception du créole, sont déclarées en danger par l'UNESCO.

- Alors que les dernières colonies espagnoles ont acquis leur indépendance au 19^e siècle pour les pays d'Amérique latine (la dernière étant Cuba en 1898) et au milieu du 20^e siècle pour ceux d'Afrique, maintien d'un empire colonial et néo-colonial dans diverses parties du monde, les relations Afrique-France étant endeuillées par des tragédies: implication dans le génocide au Rwanda en 1994 (presque un million de morts), de la guerre civile en Côte d'Ivoire qui amputa ce pays de son système démocratique et social, de la destruction de la Libye...

- Depuis une décennie, sur ces bases géopolitiques qui sont marquées par la progression des opérations militaires en Afrique et la vente exponentielle d'armes à des dictatures, notamment du Moyen-Orient, instauration d'un régime autoritaire exercé à l'encontre de sa propre population, régime fondé sur l'Etat d'urgence et sur une législation d'exception –lois de sécurité globale, contre le séparatisme...-, dont l'un des motifs ou prétextes est la lutte contre le terrorisme islamiste, celui-ci s'avérant souvent dans les faits une démarche de représailles contre sa politique impérialiste. De nombreuses victimes pacifiques (morts, amputations, blessures graves...) ont subi les effets de cette politique de maintien de l'ordre, assez unique dans les pays occidentaux.

- Dans ce cadre institutionnel dégradé, progression dangereuse d'une extrême-droite nostalgique de l'ère pétainiste, désormais aux portes de l'exécutif, pendant que les gauches espagnoles maintiennent leur assise nationale, cas d'exception dans l'Union européenne.

Le 15 novembre 2023

Martine Boudet est spécialiste d'anthropologie culturelle⁹.

⁸ A titre de comparaison avec le processus français de décentralisation de 1982, la Grande Bretagne a octroyé en 1997, sous le gouvernement du leader travailliste Tony Blair, une autonomie plus conséquente à l'Ecosse et au Pays de Galles/*Cymru* (sous les formes de pouvoirs législatif et financier, dans ce cas). A la logique jacobine et de la citoyenneté individuelle, s'oppose celle de l'*indirect rule* et d'un système culturel multicommunautaire.

⁹ *L'emblématique des régions de France* (Paris, Panthéon, 2023)
<https://www.editions-pantheon.fr/catalogue/lemblématique-des-régions-de-france/>

Les langues-cultures moteurs de démocratie et de développement (direction, Le Croquant, 2019)
<https://editions-croquant.org/sociologie-historique/550-les-langues-cultures.html>